

Numéro 54 - 22 août 2020

**Non au monument anticomuniste!  
Non à la Journée du Ruban noir!**

## **Piquetage d'information contre la glorification du nazisme**



Piquetage d'information contre la glorification du nazisme à Ottawa le 21 août 2020

- **Des calomnies et des mensonges pour glorifier le nazisme**  
- *Louis Lang* -

### **Le pacte de non-agression soviéto-allemand du 23 août 1939**

- **Les falsifications sur les origines de la Deuxième Guerre mondiale**  
- *Dougal MacDonald* -
  - **Le rôle des banquiers anglo-américains**  
- *Valentin Katasonov* -

À titre d'information

- **Falsificateurs de l'histoire: Chapitre III. Isolement de l'Union soviétique.**  
**Pacte de non-agression soviéto-allemand**  
- *Bureau soviétique d'information, février 1948* -

**Non au monument anticommuniste! Non à la Journée du Ruban noir!**

## **Piquetage d'information contre la glorification du nazisme**



Le 21 août, Jeunes pour le renouveau démocratique a organisé un piquetage d'information à Ottawa sur la Journée du Ruban noir que le Parlement du Canada a adoptée et observe le 23 août chaque année. Le 23 août 1939 est le jour où l'Union soviétique a signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne hitlérienne après que la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis aient refusé de conclure un accord de sécurité collective avec l'Union soviétique qui se retrouva seule pour repousser l'invasion hitlérienne anticipée.

Les promoteurs de la Journée du Ruban noir, dont le premier ministre Justin Trudeau lui-même, accusent l'Union soviétique, qui a libéré l'Europe du fascisme et du nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale, d'avoir déclenché la Deuxième Guerre mondiale, d'avoir divisé l'Europe et d'avoir imposé la tyrannie communiste.



Tout cela permet aux gouvernements britannique et français de se disculper pour leur trahison de la Tchécoslovaquie et de la Pologne à Munich le 30 septembre 1938, avec le soutien des gouvernements américain et canadien. Pourquoi le 30 septembre n'est-il pas la « Journée du Ruban noir » ?

Jeunes pour le renouveau démocratique s'oppose également au monument anticommuniste que le gouvernement du Canada érige et finance dans le Jardin des provinces et des territoires en face de Bibliothèque et Archives Canada sur la rue Wellington à Ottawa.

Le monument que le gouvernement Trudeau aide à construire pour commémorer les « victimes du communisme » glorifie les nazis et les collaborateurs nazis comme des combattants de la liberté contre les communistes.

Il n'y a pas de monument à la mémoire des 27 millions de citoyens et de soldats soviétiques qui ont donné leur vie pour vaincre le nazisme, ni à celle des 60 millions de personnes tuées par les



nazis, les fascistes et les militaristes pendant la Deuxième Guerre mondiale. Cela comprend de nombreux Canadiens qui ont sacrifié leur vie pour vaincre Hitler et dont les descendants ont un immense respect pour les exploits héroïques des Soviétiques qui ont défié la mort à Stalingrad et tout au long de la guerre.

Ce projet anticommuniste est une insulte à tous les hommes et à toutes les femmes du Canada et aux peuples du monde qui ont sacrifié leur vie pour vaincre le nazisme, le fascisme et le militarisme japonais.

À l'heure où les peuples des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et de nombreux autres pays, et également les peuples d'Afrique impitoyablement asservis et exploités, font tomber des monuments qui glorifient l'esclavage, le génocide et ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité, il est inacceptable que le Canada érige un tel monument fondé sur des croyances idéologiques fanatiques.

Le Canada doit être un refuge pour toutes les victimes de l'esclavage, du génocide, des conquêtes coloniales, des guerres impérialistes et des coups d'État. Ne faut-il pas un monument en leur honneur ?

*Non à la glorification du nazisme !  
Non au monument anticommuniste ! Non à la Journée du Ruban noir !*

**Jeunes pour le renouveau démocratique (JRD/YDR)**  
Pour plus d'information : [ydr.jrd@gmail.com](mailto:ydr.jrd@gmail.com)



---

## **Des calomnies et des mensonges pour glorifier le nazisme**

*- Louis Lang -*



**Lors d'une action de masse sur la colline du Parlement le 19 septembre 2015, les Canadiens ont rejeté la tentative du gouvernement Harper d'imposer son monument anticommuniste et son offensive antisociale sous couvert de valeurs canadiennes.**

Le 23 août, le gouvernement Trudeau entend célébrer la Journée du Ruban noir, une journée de commémoration concoctée par les cercles dirigeants européens en 2009 pour promouvoir l'anticommunisme par la calomnie et le mensonge, et pour glorifier le nazisme.

La véritable signification historique du 23 août est délibérément occultée par la campagne anticommuniste. Le 23 août 1939 est la date de la signature du pacte de non-agression soviéto-allemand, le pacte Molotov-Ribbentrop. L'Union soviétique n'avait d'autre choix que de signer un

pacte de non-agression avec l'Allemagne parce que les Britanniques, les Français et les Américains avaient refusé de conclure un accord de sécurité collective avec elle contre l'Allemagne nazie. Au lieu de cela, ils ont cherché à isoler l'Union soviétique et à pousser Hitler à atteindre les objectifs qu'il avait clairement énoncés dans son livre *Mein Kampf* qui prône la supériorité de la soi-disant race aryenne et la conquête de territoire en Europe de l'Est et en Russie soviétique pour servir d'« espace vital » pour le peuple allemand.



Parmi les autres crimes commis par les forces anglo-françaises pendant les années d'avant-guerre, il y a la signature des accords de Munich avec Hitler le 30 septembre 1938, par lequel elles cédaient la région des Sudètes de la Tchécoslovaquie à l'Allemagne et, plus généralement, approuvaient la stratégie d'apaisement envers Hitler. Le pacte de non-agression signé par l'Union soviétique avec l'Allemagne a donné aux Soviétiques 22 mois supplémentaires pour renforcer ses défenses contre l'invasion nazie anticipée.

La propagande anticommuniste impérialiste anglo-américaine habituelle consiste à assimiler les nazis, qui sont bien connus comme les plus grands criminels de guerre de cette époque, à l'Union soviétique, qui a joué le rôle majeur dans la défaite des hitlériens et la libération du monde du fléau du nazisme. Elle défend délibérément l'idée que les nazis hitlériens et leurs collaborateurs qui ont massacré les peuples d'Europe et d'Union soviétique, entre autres peuples, étaient des combattants de la liberté parce qu'ils ont lutté contre le communisme et que les forces antifascistes qui les ont combattus jusqu'à la mort, surtout les communistes, devraient être effacées de l'histoire.

Justin Trudeau a également l'intention de terminer le projet de prédilection de Jason Kenney et du gouvernement de Stephen Harper pour glorifier les nazis et les collaborateurs nazis comme combattants de la liberté contre le communisme. Il s'agit d'un monument financé par des fonds publics, officiellement appelé « Monument aux victimes du communisme - Le Canada, une terre d'accueil ». Le projet est inspiré du Mémorial américain aux victimes du communisme, inauguré en 2007, dont le président d'honneur est le criminel de guerre George W. Bush et qui compte parmi ses bienfaiteurs des monopoles comme l'entreprise de défense Lockheed Martin et Amway Corporation, propriété de la famille dominioniste DeVos.

La Commission de la capitale nationale, ignorant l'opposition de nombreux secteurs de la société à Ottawa et de partout au pays, a approuvé un design architectural et procède à la construction du monument au centre-ville d'Ottawa.

L'organisation privée au nom de laquelle agit le gouvernement Trudeau est Tribute to Liberty (TTL - Hommage à la liberté), une organisation anticommuniste dirigée par divers individus au passé très douteux lié à l'holocauste contre les juifs et d'autres peuples considérés comme des « races inférieures ». Depuis 2009, Tribute to Liberty tente de recueillir des fonds auprès des Canadiens, mais a lamentablement échoué. Le financement du monument anticommuniste provient du gouvernement canadien ainsi que de plusieurs gouvernements d'Europe de l'Est qui sont des anticommunistes virulents et soutiennent



les activités criminelles des mouvements pronazis dans leur pays.[1]

À l'heure où les peuples du monde entier font tomber les statues et les symboles commémorant l'esclavage, le génocide colonial et l'oppression impérialiste, les Canadiens n'accepteront pas les actions du gouvernement Trudeau qui agit au nom d'intérêts privés en construisant des monuments glorifiant les nazis et leurs collaborateurs pour renverser les verdicts de l'histoire.

Le peuple canadien appuie la liberté et la démocratie authentiques. Ce qu'il faut, c'est un monument commémorant les millions de victimes des conquêtes coloniales, de l'esclavage, des génocides, des guerres d'agression impérialistes, des coups d'État, des sanctions et des « changements de régime ».



**Pourquoi n'y a-t-il pas de monument à la mémoire des victimes du génocide pluriséculaire de l'État canadien contre le peuple autochtone de l'île de la Tortue ? Ci-dessus: des milliers de personnes participent à la marche commémorative annuelle à Vancouver, le 14 février 2014, pour les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.**

## Note

1. Des contributions financières étrangères à Tribute to Liberty pour le monument anticommuniste ont été reçues des gouvernements de Hongrie, Lettonie, Estonie, Géorgie, Pologne, Ukraine, République tchèque et Taïwan. La Lettonie, l'Estonie et l'Ukraine en particulier sont connues pour les célébrations publiques des collaborateurs nazis ou de ceux qui ont servi dans les armées nazies pendant la Deuxième Guerre mondiale. De nombreux gouvernements des pays d'Europe de l'Est ont cherché à dénaturer le rôle de l'Armée rouge soviétique dans la libération de ces pays de l'occupation nazie. Taïwan, en tant que siège du pouvoir du Kuomintang réactionnaire renversé par les communistes dans la guerre civile en Chine, a créé la Ligue anticommuniste de l'Asie-Pacifique en 1954 avec les gouvernements des Philippines et de la Corée du Sud, connue aujourd'hui sous le nom de Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie dont le siège social est à Taïwan.





**Le pacte de non-agression soviéto-allemand du 23 août 1939**

## **Les falsifications sur les origines de la Deuxième Guerre mondiale**

**- Dougal MacDonald -**



**Piquetage d'information contre la glorification du nazisme à Ottawa le 21 août 2020**

Le gouvernement canadien a déclaré le 23 août Journée du Ruban noir pour répandre des mensonges qui accusent l'ancienne Union soviétique d'avoir déclenché la Deuxième Guerre mondiale. L'Union soviétique a signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne d'Hitler le 23 août 1939, et le gouvernement canadien affirme qu'il s'agissait d'une « alliance militaire » pour mener une action militaire commune contre un pays tiers. Le pacte ne contenait pas une telle entente. L'entente était seulement que les deux pays ne s'attaqueraient pas.

Accuser l'Union soviétique d'avoir déclenché la Deuxième Guerre mondiale sert également à détourner l'attention des faits concernant les accords de Munich que les Britanniques et les Français ont signés avec l'Allemagne hitlérienne le 30 septembre 1938, lesquels ont cédé la région des Sudètes en Tchécoslovaquie à l'Allemagne et ont donné le feu vert à l'Allemagne et aux hitlériens pour s'emparer de la Tchécoslovaquie, envahir la Pologne et perpétrer les crimes de guerre et les atrocités qu'ils ont commis contre les peuples d'Europe pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui encore, les réactionnaires utilisent l'anniversaire du pacte de non-agression non pas pour acclamer la grande victoire des peuples du monde sur l'Allemagne nazie, mais pour calomnier les grands exploits de l'Union soviétique en répétant des affirmations qui falsifient l'histoire. Le premier ministre Justin Trudeau s'est déshonoré lorsque, le 23 août 2019, il a qualifié la signature du pacte Molotov-Ribbentrop de « sombre anniversaire ». Il a dit, sans aucun sentiment de honte : « Signé entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie en 1939 pour diviser l'Europe centrale et orientale, ce pacte tristement célèbre a ouvert la voie aux atrocités effroyables perpétrées par ces régimes. »



Quel est l'objectif de cette assimilation du combat implacable de l'Union soviétique pour vaincre l'agression nazie aux crimes de guerre nazis ? Dans les faits, les deux principaux facteurs qui ont conduit à la Deuxième Guerre mondiale déclenchée par l'Allemagne nazie sont les énormes

investissements américains pour reconstruire l'économie allemande, à commencer par le plan Dawes de 1924, dirigé par J.P. Morgan, avec lequel a été financée la reconstruction industrielle de l'Allemagne, en particulier la reconstruction de son industrie de guerre, et la politique perfide d'apaisement envers l'Allemagne, une politique de renoncement à la sécurité collective qui a été suivie par le Royaume-Uni et la France, avec l'accord tacite du Canada, tandis que les États-Unis s'affairaient à financer la production de guerre de l'Allemagne.

Les grands mensonges concernant la prétendue alliance germano-soviétique ont commencé en janvier 1948 avec la publication par le Département d'État des États-Unis, en collaboration avec les ministères des affaires étrangères britannique et français, de documents extraits des notes du journal de fonctionnaires hitlériens, ce qui a déclenché une nouvelle vague de calomnies et de mensonges en rapport avec le pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop. Nous sommes censés ignorer que les documents allemands étaient tous écrits à partir du point de vue du gouvernement de Hitler et n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante. Il s'agissait d'une campagne délibérée de guerre froide contre l'Union soviétique menée par les États-Unis et ses alliés pour masquer leurs propres actions infâmes de l'après-guerre.

L'Union soviétique n'a pas traité ces mensonges à la légère, le Bureau d'information soviétique a publié presque immédiatement un document très important pour les réfuter : la note « Falsificateurs de l'histoire »[1]. Aujourd'hui, ces mêmes mensonges sur le pacte Molotov-Ribbentrop ne doivent pas non plus être traités avec indifférence. Ils visent à présenter les valeurs de ceux qui sont animés par des croyances idéologiques étroites comme étant des valeurs canadiennes. En fait, les promoteurs de la Journée du Ruban noir sont les descendants des mêmes forces nazies qui ont semé la mort et la destruction dans toute l'Europe. Ils présentent leurs ancêtres, qui étaient des collaborateurs nazis qui ont envoyé les Juifs, les Polonais, les Roms et plusieurs autres à la mort dans des camps de concentration, comme étant des combattants de la liberté parce qu'ils ont combattu le communisme. Leurs valeurs ne sont pas des valeurs canadiennes.

Un monument qui épouse ces valeurs basées sur des croyances idéologiques anticommunistes étroites dans un espace appelé Jardin des provinces et des territoires n'a pas sa place. Les Canadiens ont combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale pour vaincre les nazis. Ils ont sacrifié leurs vies pour remporter la liberté, la démocratie et la paix. Leurs fils et filles n'avaient que de l'admiration pour les sacrifices consentis par les communistes dirigés par l'Union soviétique. Déclarer que nous avons besoin d'un monument aux « victimes du communisme » et non aux victimes du fascisme et du nazisme et des guerres d'agression impérialiste des États-Unis, de leurs coups d'État, de leurs sanctions et de leurs crimes contre l'humanité depuis les temps coloniaux, est indigne de ce que les Canadiens chérissent.

Si signer un pacte de non-agression en 1939 était « aider Hitler », alors les Anglais et les Français avaient aidé déjà Hitler pendant au moins un an en signant de tels pactes l'année précédente et la Pologne « aidait Hitler » depuis 1934. Il est également significatif que ces mêmes réactionnaires ne mentionnent jamais le rôle pronazi répugnant de sociétés américaines comme Ford, General Motors, Standard Oil, Texaco, Dupont et IT&T qui ont fourni à la machine de guerre nazie des équipements et du matériel essentiels qui ont rendu possible leur invasion de l'Europe[2].

La Grande-Bretagne et la France ont signé une déclaration commune de non-agression avec l'Allemagne en 1938, sans oublier la signature du « Pacte d'entente et de collaboration » de 1933 peu de temps après l'accession d'Hitler au pouvoir. La Pologne a signé un pacte de non-agression avec les nazis en 1934, cinq ans avant l'Union soviétique, mais ce pacte n'est jamais mentionné comme cause de guerre. De toutes les grandes puissances non agressives de l'Europe, l'Union soviétique a été la dernière à accepter un pacte avec les Allemands, une décision à laquelle elle a été contrainte par le rejet de la sécurité collective par la Grande-Bretagne et la France.

Les événements de 1938, avant et après l'occupation de l'Autriche par Hitler, en mars, montrent que, comme elle l'avait fait quelques années plus tôt, l'Union soviétique a fait de nombreux efforts pour persuader l'Angleterre et la France de maintenir une assistance mutuelle collective, et en particulier de prendre des mesures pour défendre la Tchécoslovaquie contre une agression. L'Union soviétique était non seulement disposée à se joindre à la France pour défendre la Tchécoslovaquie, si la France tenait sa parole, mais aussi, dans le cas d'un refus de la France, elle était prête à défendre seule la Tchécoslovaquie[3].

Tous les efforts de l'Union soviétique pour construire la sécurité collective ont été rejetés par les Britanniques, les Français et les Américains. La Grande-Bretagne et la France ont refusé de signer tout pacte d'assistance mutuelle collective avec l'Union soviétique parce que leurs dirigeants espéraient toujours que l'Allemagne attaquerait et détruirait l'Union soviétique. Un dernier effort de l'Union soviétique en avril 1939 a de nouveau été rejeté, même si les sondages dans les deux pays montraient un soutien populaire massif à un pacte d'assistance mutuelle. Au lieu de cela, la Grande-Bretagne et la France ont signé les accords de trahison de Munich du 30 septembre 1938 avec l'Allemagne et l'Italie, qui ont permis à l'Allemagne de démembrer la Tchécoslovaquie et d'incorporer les Sudètes, ordonnaient aux Tchèques de ne pas résister à l'agression nazie et donnaient aux nazis le feu vert pour lancer leurs attaques dans toute l'Europe.

Les réactionnaires ne veulent jamais discuter des accords de Munich, car ils étaient une trahison si honteuse des peuples du monde que même Winston Churchill, au parlement britannique, a déclaré au premier ministre Chamberlain : « Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. » Il est indéniable que face à la trahison britannique et française, l'Union soviétique n'avait d'autre choix que de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour se défendre et défendre la cause de la paix.



**De gauche à droite : Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini et Ciano lors de la signature des accords de Munich en 1938**

Tous ces faits sont vérifiables. Ils se trouvent dans les rapports, discours, comptes rendus et



documents de l'époque. Pour ne donner qu'un exemple de la politique d'apaisement envers Hitler, on peut lire dans le Mémo #8604, envoyé à Moscou de Prague par les services de renseignement russes quelques jours avant la signature des accords de Munich : « Le 19 septembre, l'ambassadeur britannique, Newton, et l'ambassadeur français, De Lacroix ont transmis à Milan Hodza [premier ministre tchécoslovaque], au nom de Chamberlain et de Daladier, les dispositions suivantes, respectueusement : 'Guidés par les nobles principes de préservation de la paix en Europe, ils estiment nécessaire de rattacher les Sudètes à l'Allemagne. Un système de pactes d'assistance mutuelle entre la Tchécoslovaquie et d'autres pays devraient être annulés.' »[4]. Cette trahison du peuple tchèque, qui a conduit à l'occupation allemande, aurait été « guidée par les nobles principes de la préservation de la paix ». Pourtant, moins d'un an après avoir envahi la Tchécoslovaquie, l'Allemagne envahissait la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Belgique, les Pays-Bas et la France et bombardait la Grande-Bretagne.

Un autre mensonge souvent répété est que l'Union soviétique et l'Allemagne nazie avaient convenu dans le pacte Molotov-Ribbentrop de « se partager la Pologne », affirmant faussement à nouveau que le pacte comprenait un engagement à mener une action militaire commune contre un pays tiers. Alors que les nazis ont envahi la Pologne le 1er septembre 1939, commettant l'un des pires crimes de guerre que le monde n'ait jamais connu, massacrant près de six millions de personnes, le rôle de l'Union soviétique était totalement différent. L'armée soviétique est entrée en territoire polonais le 17 septembre, seulement après l'effondrement de l'État polonais, après la désintégration de l'armée polonaise, après que le gouvernement a cessé de fonctionner et que ses dirigeants ont fui le pays. De plus, l'Union soviétique est entrée dans les territoires de l'Ukraine et de la Biélorussie qui faisaient partie de la Russie soviétique jusqu'à ce que la Pologne les annexe par la force pendant la guerre russo-polonaise de 1919-1921. La Pologne à cette époque faisait partie de l'alliance des 14 pays impérialistes, dont le Canada, qui ont envahi la République soviétique socialiste naissante pour tenter de l'étrangler, mais n'y sont pas parvenus. Environ 8 % seulement des habitants de l'Ukraine et de la Biélorussie étaient d'origine polonaise.

Quel a été le résultat de l'entrée de l'armée soviétique en Pologne ? « Grâce à l'intervention opportune de l'Union soviétique dans ces territoires qui avaient appartenu à l'État polonais maintenant effondré, Hitler a dû accepter une ligne de démarcation entre ses troupes et l'Armée rouge bien à l'ouest de la frontière russo-polonaise[5]. » L'Armée rouge a sauvé des millions d'habitants d'Ukraine, de Biélorussie et de Pologne du sort qu'Hitler a fait subir au peuple polonais. Même Winston Churchill, un réactionnaire endurci, a justifié publiquement l'entrée des Soviétiques en Pologne orientale comme étant nécessaire non seulement pour la sécurité des peuples de Pologne et d'Union soviétique, mais pour les peuples des États baltes et de l'Ukraine. Le 1er octobre 1939, Churchill a déclaré à la radio : « Que les armées russes se tiennent sur cette ligne [la ligne Curzon] était clairement nécessaire pour la sécurité de la Russie devant la menace nazie. Un front de l'Est a été créé que l'Allemagne nazie n'ose pas attaquer. Quand Herr von Ribbentrop est allé à Moscou la semaine dernière, c'était pour apprendre et accepter le fait que les desseins nazis sur les pays baltes et sur l'Ukraine doivent s'arrêter. »

Et, bien sûr, c'est l'Armée rouge soviétique qui, en janvier 1945, a été le fer de lance de la libération finale de la Pologne de l'occupation nazie, libérant Varsovie puis perçant les formidables défenses nazies sur la Vistule-Oder qui marquait la frontière de la Pologne et de l'Allemagne. Le succès complet de cette opération a créé les conditions favorables à l'entrée en Allemagne le 20 janvier et à l'avancée au cœur de l'Allemagne, à l'élimination des forces nazies, à la prise de Berlin et à la défaite définitive du IIIe Reich.



**L'Armée rouge soviétique libère la Pologne en 1945.**

Reconnaissant cette immense contribution, le 6 février 1945, le président et le premier ministre de la Pologne écrivirent à Staline : « Le peuple polonais n'oubliera jamais qu'à l'époque la plus difficile et la plus éprouvante de son histoire, il a reçu une aide fraternelle du peuple soviétique, non seulement sous forme de sang et d'armes de l'Armée rouge, mais aussi de pain, ainsi qu'une aide considérable de nature économique[6]. »

Les agissements infâmes des Anglo-Américains et des Français dans le dos de l'Union soviétique ont provoqué la destruction des éléments de sécurité collective établis contre l'Allemagne nazie. Ce sont les accords de Munich, l'acte de lâcheté ultime, signés par la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie qui ont mené à la Deuxième Guerre mondiale, au massacre de millions de personnes et à l'holocauste européen. Le verdict de l'histoire confirme la vérité au sujet de la trahison anglo-américaine et française des peuples du monde et au sujet du rôle héroïque de l'Union soviétique et de Staline dans la victoire sur les nazis. Aucun falsificateur de l'histoire ne peut changer ces faits.

Environ 50 millions de personnes sont mortes et 35 millions ont été blessées sérieusement pendant la Guerre antifasciste, pendant laquelle les peuples de l'Union soviétique ont subi la plus grande partie des pertes. Telle est la vérité sur cette question.

## **Notes**

1. *Falsificateurs de l'histoire*, Bureau soviétique d'information auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., Moscou, 1948

2. Voir par exemple Black, Edwin, *Nazi Nexus : America's Corporate Connections to Hitler's Holocaust*, Dialogue Press, Washington DC, 2009, et Pauwels, Jacques, *Big Business and Hitler*, James Lorimer, Toronto, 2009.

3. Staline « avait prévu déployer un million de soldats contre Hitler si la Grande-Bretagne et la France acceptaient le pacte » : Staline était « prêt à envoyer plus d'un million de soldats soviétiques à la frontière allemande pour dissuader l'agression hitlérienne juste avant la Deuxième Guerre mondiale », Nick Holdsworth, *Telegraph*, Londres, 18 octobre 2008.

4. « Accords de Munich de 1938 : Moscou ouvre ses archives secrètes », Valeri Iarmolenko, RIA Novosti, 30 septembre 2008

5. « Les Causes et les leçons de la Seconde Guerre mondiale », Hardial Bains, Institut MELS, Toronto, 1990

6. « World War II : Decisive Battles of the Soviet Army », V. Larionov, N. Yeronin, B. Solovyov, V. Timokhovich, Moscou, Progress Publishers, 1984.



---

## Le rôle des banquiers anglo-américains

- *Valentin Katasonov* -

*Cet article a été initialement publié en 2015 par Strategic Culture Foundation et également reproduit par LML la même année. Nous le republions aujourd'hui pour éclairer les lecteurs sur le rôle joué par les financiers internationaux dans la Deuxième Guerre mondiale et démystifier la falsification anglo-américaine qui blâme l'Union soviétique pour cette tragédie pour essayer de se disculper.*

*L'article examine les origines des institutions financières internationales à un moment où le gouvernement Trudeau et les gouvernements provinciaux endettent encore une fois le pays auprès d'intérêts privés à des niveaux sans précédent et le justifient en disant que c'est ainsi qu'on assurera la reprise économique. Non seulement cela, mais le gouvernement Trudeau aime prétendre que l'adhésion du Canada à ces institutions financières internationales le rend démocratique et prouve son multilatéralisme. Cet article fournit de nombreux renseignements qui montrent qu'il existe manifestement divers types de multilatéralisme ayant divers types d'objectifs et que tous ne servent pas le Canada. Ce dont le gouvernement Trudeau et les autres gouvernements au Canada ne veulent pas discuter.*

### Première partie

La guerre n'a pas été déclenchée par un Führer enragé qui se trouvait à diriger l'Allemagne à cette époque. La Deuxième Guerre mondiale est l'oeuvre d'une oligarchie mondiale, ou plus précisément des ploutocrates anglo-américains.

Utilisant des instruments tels que la Réserve fédérale US et la Banque d'Angleterre, ils ont commencé à se préparer pour le prochain conflit d'ampleur mondiale immédiatement après la Première Guerre mondiale. Leur cible était l'URSS.

Les plans Dawes et Young, la création de la Banque des règlements internationaux (BRI), la suspension du paiement des réparations par l'Allemagne prévues par le Traité de Versailles et l'acquiescement des anciens alliés de la Russie à cette décision, les investissements étrangers massifs dans l'économie du Troisième Reich, la militarisation de l'économie allemande et les violations du Traité de Versailles sont autant de jalons sur le chemin conduisant à la guerre.

Derrière ce complot se tenaient des personnages-clefs : les Rockefeller, les Morgan, Lord Montagu Norman (gouverneur de la Banque d'Angleterre) et Hjalmar Schacht (président de la Reichsbank et ministre de l'Économie du gouvernement de Hitler). Le programme stratégique des Rockefeller et des Morgan était de subjuguier l'Europe économiquement, de saturer l'Allemagne d'investissements et de crédits étrangers, et de l'amener à livrer un coup mortel à la Russie soviétique, afin que celle-ci revienne au capitalisme en tant que colonie.

Montagu Norman (1871-1950) a joué un rôle important d'intermédiaire dans le dialogue entre les milieux financiers américains et les chefs d'entreprise allemands. Hjalmar Schacht a organisé la



reconstitution du secteur de la défense de l'économie allemande. L'opération menée par les financiers anglo-américains était dissimulée par des politiciens tels que Franklin Roosevelt, Neville Chamberlain et Winston Churchill. En Allemagne, ces projets étaient exécutés par Hitler et Hjalmar Schacht. Selon certains historiens, Hjalmar Schacht a joué un rôle plus important que Hitler. Seulement, il restait dans l'ombre.

À l'issue de la Première guerre mondiale, le Plan Dawes visait à compromettre la Triple Entente et à collecter les réparations de guerre auprès de l'Allemagne. Le Plan Dawes (proposé par le Comité Dawes, présidé par Charles G. Dawes) désignait une tentative faite en 1924 de résoudre le problème des réparations, qui avait miné la politique internationale après la Première guerre mondiale et le Traité de Versailles (la France, réticente, a perçu plus de 50 % du montant des réparations). Entre 1924 et 1929, l'Allemagne a reçu 2,5 milliards de dollars des États-Unis et 1,5 milliard de la Grande-Bretagne dans le cadre du Plan Dawes. Il s'agit de sommes considérables, qui correspondent à 1 billion (mille milliards) de dollars d'aujourd'hui. Hjalmar Schacht a joué un rôle actif dans la mise en oeuvre du Plan Dawes. En 1929, il a résumé les résultats en déclarant qu'en 5 ans, l'Allemagne avait reçu davantage de prêts étrangers que les États-Unis au cours des 40 années ayant précédé la Première guerre mondiale. En conséquence, en 1929, l'Allemagne était devenue la deuxième puissance industrielle mondiale, devant la Grande-Bretagne.

Dans les années 1930, l'Allemagne a continué de bénéficier d'investissements et de prêts. Rédigé en 1929 et adopté officiellement en 1930, le Plan Dawes désignait un programme visant à régler les dettes de guerre allemandes à l'issue de la Première guerre mondiale. Il a été présenté par le comité présidé par l'industriel américain Owen D. Young (1929-1930), fondateur et ex-premier président de Radio Corporation of America (RCA). À l'époque, Young siégeait également au conseil d'administration de la Fondation Rockefeller, et il avait en outre été l'un des représentants impliqués dans un dispositif de réaménagement des réparations de guerre, le Plan Dawes de 1924. Selon le plan, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) a été créée en 1930 pour permettre à l'Allemagne de payer les réparations aux vainqueurs. En réalité, l'argent a pris une toute autre direction, à savoir qu'il est parti des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour arriver en Allemagne. Le capital de la majorité des sociétés allemandes ayant une importance stratégique était, intégralement ou partiellement, américain. Une partie était détenue par des investisseurs britanniques. Les secteurs du raffinage du pétrole et de la liquéfaction du charbon de l'économie allemande étaient dans les mains de Standard Oil (les Rockefeller). Le géant de l'industrie chimique Farbenindustrie AG est passé sous le contrôle du groupe Morgan. Quarante pour cent du réseau téléphonique et 30 % des actions de Focke Wulf étaient sous le contrôle de la société américaine ITT. La radio et les géants de l'industrie électrique AEG, Siemens et Osram sont passés sous le contrôle d'American General Electric. ITT et General Electric faisaient partie de l'empire de Morgan. Cent pour cent des actions Volkswagen appartenaient à l'Américain Ford. Au moment où Hitler a accédé au pouvoir, le capital financier américain contrôlait quasiment tous les secteurs d'importance stratégique de l'industrie allemande : raffinage du pétrole, production de carburant de synthèse, chimie, construction automobile, aviation, ingénierie électrique, radio, ainsi qu'une grande partie de l'industrie de la construction mécanique (278 sociétés au total). Les grandes banques allemandes, telles que la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, la Donat Bank et quelques autres, étaient sous contrôle américain.

\* \* \*

Le 30 janvier 1933, Hitler devenait chancelier d'Allemagne. Auparavant, sa candidature avait été étudiée à la loupe par les banquiers américains. Hjalmar Schacht s'est rendu aux États-Unis à l'automne 1930 pour parler de cette nomination avec des collègues américains. La désignation de Hitler a finalement été approuvée lors d'une réunion secrète de financiers aux États-Unis. Schacht a passé toute l'année 1932 à convaincre les banquiers allemands que Hitler était le meilleur candidat au poste. Il a atteint son objectif. À la mi-novembre 1932, 17 des plus grands banquiers et industriels allemands ont adressé une lettre au président Hindenburg, dans laquelle ils exigeaient

qu'il nomme Hitler chancelier. La dernière réunion de travail des financiers allemands avant l'élection s'est tenue le 4 janvier 1933 à Cologne, au domicile du banquier Kurt von Schröder. Ensuite, le parti national-socialiste est arrivé au pouvoir. Les relations financières et économiques de l'Allemagne avec les Anglo-Américains se sont alors resserrées d'un cran.

Hitler a immédiatement annoncé qu'il refusait de payer les réparations de guerre. Il a mis en doute la capacité de l'Angleterre et de la France à rembourser leurs propres dettes de la Première guerre mondiale aux États-Unis. Washington n'a émis aucune objection à l'annonce de Hitler. En mai 1933, Hjalmar Schacht s'est rendu une nouvelle fois aux États-Unis. Il y a rencontré le président Franklin Roosevelt et les grands banquiers en vue de demander une ligne de crédit de 1 milliard de dollars. En juin de la même année, Hjalmar Schacht s'est rendu à Londres pour s'entretenir avec Montagu Norman. Tout est passé comme une lettre à la poste. Les Britanniques ont consenti un prêt de 2 milliards de dollars. Ils n'ont soulevé aucune objection quant à la décision de l'Allemagne de suspendre le remboursement de sa dette.

Selon certains historiens, les Américains et les Britanniques étaient accommodants parce que, dès 1932, l'Union soviétique avait réalisé le plan quinquennal de développement économique en vue d'atteindre de nouveaux sommets en tant que puissance industrielle. Quelques milliers d'entreprises avaient vu le jour, en particulier dans l'industrie lourde. La dépendance de l'URSS à l'importation de produits industriels avait ainsi considérablement diminué. Les chances d'étrangler l'Union soviétique économiquement s'en trouvaient quasiment réduites à zéro. Il a alors été décidé de recourir à la guerre et de lancer la militarisation accélérée de l'Allemagne.

Pour celle-ci, l'obtention de crédits américains ne posait aucun problème. Hitler est arrivé au pouvoir dans son pays à peu près en même temps que Franklin Roosevelt aux États-Unis. Les banquiers qui ont soutenu Hitler en 1931 sont précisément ceux qui ont soutenu l'élection de Roosevelt. Une fois en poste, le nouveau président ne pouvait guère faire moins qu'accorder de généreux crédits à l'Allemagne. D'ailleurs, beaucoup ont remarqué la grande similitude entre le New Deal de Roosevelt et la politique économique du Troisième Reich. Rien d'étonnant. Ce sont en effet les mêmes qui assuraient le sauvetage des deux gouvernements tout en les conseillant. Ils représentaient principalement les milieux financiers américains.

Le New Deal de Roosevelt n'a pas tardé à prendre l'eau. En 1937, les États-Unis étaient embourbés dans la crise économique. En 1939, l'économie américaine tournait à 33 % de sa capacité industrielle (19 % aux pires moments de la crise de 1929-1933).

Rexford G. Tugwell, un économiste du premier Brain Trust, équipe d'universitaires de l'Université de Columbia mise en place par Franklin Roosevelt et ayant contribué aux recommandations politiques qui ont conduit au New Deal de Roosevelt, écrivait qu'en 1939 le gouvernement avait échoué. La situation est restée figée jusqu'à l'invasion de la Pologne par Hitler. Seuls les puissants vents de la guerre pouvaient dissiper la brume. Quoi que Roosevelt puisse tenter, ses initiatives étaient condamnées à l'échec. [1] Seule une guerre mondiale pouvait sauver le capitalisme américain. En 1939, les ploutocrates ont mis en oeuvre tous les moyens à leur disposition pour faire pression sur Hitler et l'inciter à lancer une guerre à grande échelle à l'Est.

## Deuxième partie

La Banque des règlements internationaux (BRI) a joué un rôle important pendant la Deuxième Guerre mondiale. Tête de pont des intérêts américains en Europe, elle assurait la liaison entre les entreprises anglo-américaines et allemandes. C'était en quelque sorte une zone parallèle abritant le capital cosmopolite contre les initiatives politiques, les guerres, les sanctions, etc.

Cette banque a été créée sous la forme d'une entité commerciale publique. Son immunité face aux interférences gouvernementales et, par exemple, à l'imposition, était garantie par l'accord

international signé à La Haye en 1930. Les banquiers de la Réserve fédérale de New York, proches des Morgan, de Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, ainsi que des financiers allemands tels que Hjalmar Schacht (président de la Reichsbank et ministre de l'économie du gouvernement de Hitler), Walther Funk (qui a remplacé Hjalmar Schacht au poste de président de la Reichsbank) et Emil Puhl, tous ont joué un rôle important dans la fondation de la Banque. Parmi les fondateurs figuraient les banques centrales de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, d'Allemagne, de Belgique et quelques banques privées.

La Banque fédérale de New York a fait de son mieux, mais n'a pas fait partie des établissements fondateurs de la BRI. Les États-Unis étaient représentés par la banque privée First National Bank of New York, J.P. Morgan and Company, la First National Bank of Chicago, qui faisaient toutes partie de l'empire Morgan. Le Japon était également représenté par des banques privées. En 1931-1932, 19 banques centrales européennes rejoignaient la Banque des règlements internationaux. Gates W. McGarran, banquier du clan des Rockefeller, était le premier président du conseil d'administration de la BRI. Il a été remplacé par Leon Fraser, qui représentait le clan des Morgan. Pendant la guerre, la banque était présidée par un citoyen américain, Thomas H. McKittrick.

Beaucoup d'encre a coulé au sujet des activités de la BRI au service des intérêts du Troisième Reich. La Banque était impliquée dans des transactions avec différents pays, y compris ceux avec lesquels l'Allemagne était en guerre.

Depuis Pearl Harbor, la Banque des règlements internationaux jouait le rôle de correspondant de la Federal Reserve Bank de New York. Elle était sous contrôle nazi pendant la guerre, même si c'est l'Américain Thomas Huntington McKittrick qui la présidait. Les soldats mouraient sur les champs de bataille pendant que la direction de la BRI se réunissait à Bâle avec les banquiers d'Allemagne, du Japon, d'Italie, de Belgique, de Grande-Bretagne et des États-Unis.

Dans ce havre de paix que constituait la zone parallèle suisse, les représentants des belligérants travaillaient tranquillement dans un climat de compréhension mutuelle.

C'est en Suisse que l'Allemagne a mis en lieu sûr l'or saisi aux quatre coins de l'Europe. En mars 1938, lorsque Hitler s'est emparé de Vienne, une partie de l'or autrichien a été transférée dans les coffres-forts de la BRI. La même chose a été faite avec l'or de la Banque nationale tchèque (48 millions de dollars). Lorsque la guerre a éclaté, l'or entra à pleines portes à la Banque des règlements internationaux. L'Allemagne le récupérait dans les camps de concentration et par le pillage des pays occupés (y compris de tout ce qui appartenait à des civils : bijoux, dents en or, étuis à cigarettes, ustensiles divers, etc.). C'est ce que l'on a appelé l'or nazi. Il était fondu en lingots afin d'être entreposé à la Banque des règlements internationaux, en Suisse ou hors d'Europe.

Dans son livre *Trading With The Enemy : An Expose of The Nazi-American Money Plot 1933-1949*, Charles Higham écrit que, pendant la guerre, les nazis ont transféré 378 millions de dollars sur les comptes de la Banque des règlements internationaux.

Quelques mots au sujet de l'or tchèque. Certaines informations ont fait surface après l'ouverture des archives de la Banque d'Angleterre en 2012 [2]. En mars 1939, l'Allemagne s'emparait de Prague. Les nazis ont exigé 48 millions de dollars des réserves d'or nationales. Il leur a été répondu que cette somme avait déjà été transférée à la Banque des règlements internationaux. Par la suite, on a su que cet or avait été transféré de Bâle dans les coffres-forts de la Banque d'Angleterre. Sur l'ordre de Berlin, l'or a été transféré sur le compte de la Reichsbank à la BRI. Ensuite, la Banque d'Angleterre a été impliquée dans les transactions effectuées sur les ordres donnés par la Reichsbank à la Banque des règlements internationaux. Ces ordres étaient retransmis à Londres. Il y a donc eu collusion entre la Reichsbank allemande, la Banque des règlements



internationaux et la Banque d'Angleterre. En 1939, un scandale a éclaté en Grande-Bretagne lorsqu'on a su que la Banque d'Angleterre exécutait les transactions portant sur l'or tchèque sur les ordres de Berlin et de Bâle, et non du gouvernement tchèque. Par exemple, en juin 1939, trois mois avant le début de la guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, la Banque d'Angleterre a aidé les Allemands à transférer sur leur compte l'équivalent en or de 440 000 livres sterling, et à acheminer une partie de l'or à New York (l'Allemagne s'assurait ainsi de la neutralité des États-Unis en cas d'intervention allemande en Pologne).

Ces transactions illégales sur l'or tchèque ont été effectuées avec l'accord tacite du gouvernement de Grande-Bretagne, qui savait parfaitement ce qui était en train de se passer. Le premier ministre Neville Chamberlain, le Chancelier de l'Échiquier sir John Simon et les autres responsables de haut rang ont tout fait pour dissimuler la vérité, y compris en mentant éhontément (en affirmant que l'or avait été restitué à son propriétaire légitime ou qu'il n'avait jamais été transféré à la Reichsbank). Les documents de la Banque d'Angleterre rendus publics dernièrement révèlent les faits et montrent que les responsables gouvernementaux ont menti, afin de se couvrir eux-mêmes et de couvrir les activités de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. La coordination de ces activités criminelles conjointes était un jeu d'enfant lorsqu'on sait que Montagu Norman, directeur de la Banque d'Angleterre, présidait également le conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux. Il n'a d'ailleurs jamais caché ses sympathies pour les fascistes.

La Conférence de Bretton Woods, officiellement Conférence monétaire et financière des Nations unies, a réuni les 730 délégués des 44 pays alliés à l'hôtel Mont Washington, à Bretton Woods (New Hampshire), aux États-Unis, en vue de réguler la vie monétaire et financière internationale à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Cette conférence s'est tenue du 1er au 22 juillet 1944. La Banque des règlements internationaux se retrouvait soudain sous le feu des projecteurs. On rapportait qu'elle avait collaboré avec l'Allemagne fasciste. Sans entrer dans les détails, je me limiterai à dire qu'après bien des aléas (certains délégués étatsuniens s'étant opposés à la motion), les délégués sont tombés d'accord pour fermer la BRI. Cette décision de la conférence internationale n'a jamais été appliquée. Toutes les informations susceptibles de jeter le discrédit sur les activités de la BRI pendant la guerre ont été classées. Aujourd'hui, cela contribue à falsifier l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Pour finir, quelques mots sur Hjalmar Schacht (1877-1970), ancien président de la Reichsbank et ministre de l'Économie du gouvernement fasciste de l'Allemagne. Il a joué un rôle de premier plan dans le contrôle de la machine économique du Troisième Reich en agissant comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du capital anglo-américain en Allemagne. En 1945, Schacht a été jugé à Nuremberg et acquitté le 1er octobre 1946. Il échappait aux accusations de meurtre. Tout comme Hitler. Pour des raisons qui demeurent inexplicables, il ne figurait pas sur la liste des principaux criminels de guerre de 1945. Mieux, Schacht a repris sa vie professionnelle comme si de rien n'était et fondé la société Schacht GmbH à Düsseldorf. Ce détail peut sembler insignifiant, mais il confirme une fois de plus que les financiers anglo-américains et leurs représentants plénipotentiaires en Allemagne avaient préparé et, dans une certaine mesure, influencé l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Les financiers veulent réécrire l'histoire de la guerre et changer ses résultats.

## Notes

1. P. Tugwell, *The Democratic Roosevelt, A Biography of Franklin D. Roosevelt*, New York, 1957, p 477.

2. Voir [les archives de la Banque d'Angleterre de 1939-1945](#)

(*Strategic Culture Foundation*, 4-5 mai 2015. Traduction : Gilles Chertier)

À titre d'information

## ***Falsificateurs de l'histoire:***

### **Chapitre III. Isolement de l'Union soviétique. Pacte de non-agression soviéto-allemand**

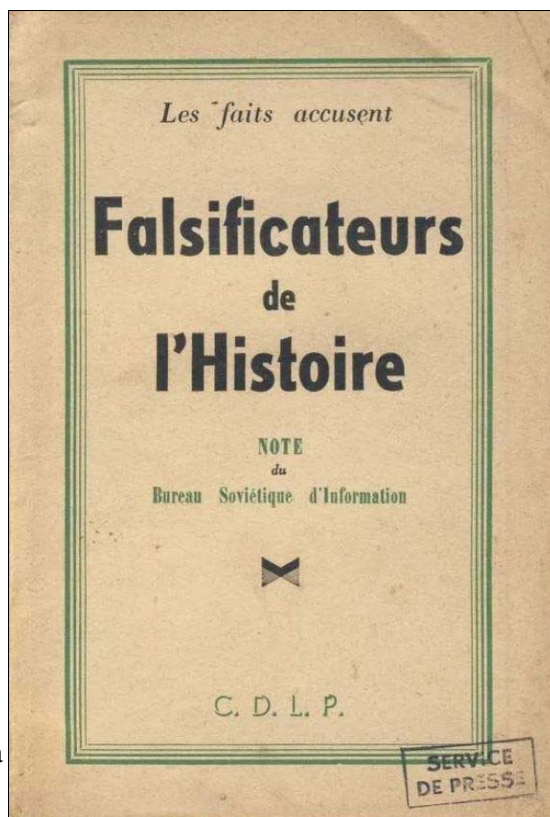
**- Bureau soviétique d'information, Février 1948 -**

Après l'occupation de la Tchécoslovaquie, l'Allemagne fasciste commença à préparer la guerre tout à fait ouvertement, sous les yeux du monde entier. Hitler, encouragé par l'Angleterre et la France, ne se gêna plus et cessa de se poser en partisan d'un règlement pacifique des problèmes européens. Les mois les plus dramatiques de la période d'avant-guerre commençaient. À ce moment déjà, il était évident que chaque jour qui passait rapprochait l'humanité d'une catastrophe militaire sans précédent.

Quelle était donc alors, la politique de l'Union soviétique d'une part et, d'autre part, celle de la Grande-Bretagne et de la France ?

La tentative d'éluder la réponse à cette question, tentative entreprise par les falsificateurs de l'histoire aux États-Unis, montre seulement que ceux-ci n'ont pas la conscience tranquille.

La vérité est que l'Angleterre et la France, soutenues par les milieux dirigeants des États-Unis, dans cette période fatale du printemps et de l'été 1939, quand la guerre frappait à la porte, suivaient toujours l'ancienne ligne de leur politique. C'était une politique de provocation poussant l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique. Pour donner le change, on voilait cette politique, non seulement par des phrases hypocrites où l'on se déclarait prêt à coopérer avec l'U.R.S.S., mais par certaines manoeuvres diplomatiques peu compliquées qui devaient cacher à l'opinion des peuples le caractère réel de la ligne politique suivie.



Ces manoeuvres consistaient avant tout dans les pourparlers de 1939 que l'Angleterre et la France avaient décidé d'engager avec l'Union soviétique. Pour tromper l'opinion publique, les milieux dirigeants anglo-français essayèrent de présenter ces pourparlers comme une sérieuse tentative d'empêcher les progrès de l'agression hitlérienne. Mais, à la lumière de tout le cours ultérieur des événements, il devenait absolument manifeste que, pour les Anglo-Français, ces pourparlers n'étaient, dès le début, qu'un nouveau coup dans leur double jeu.

Cela était également clair aux dirigeants de l'Allemagne hitlérienne, pour qui le sens des pourparlers entamés par les gouvernements de l'Angleterre et de la France avec l'Union soviétique n'était naturellement pas un secret. Voici, par exemple, ce qu'écrivait à ce propos Dirksen, ambassadeur d'Allemagne à Londres, dans son rapport daté du 3 août 1939, adressé au ministère allemand des Affaires Étrangères, comme le montrent les documents saisis par l'armée soviétique lors de la défaite de l'Allemagne hitlérienne :

« L'impression prédominait ici que les liens qui se sont établis au cours des derniers mois avec d'autres États ne sont qu'un moyen de réserve en vue d'une véritable réconciliation avec l'Allemagne et que ces liens disparaîtront aussitôt qu'on aura atteint le seul but important et digne d'efforts : l'accord avec l'Allemagne. »

Tous les diplomates allemands qui ont observé la situation à Londres partageaient entièrement cette opinion.

Dans un autre rapport secret envoyé à Berlin, Dirksen écrivait :

« Par ses armements et en acquérant des Alliés, l'Angleterre veut accroître sa puissance et se mettre au niveau de l'Axe. Elle veut en même temps essayer d'aboutir à un accord avec l'Allemagne par la voie de négociations.[1] »

Les calomnieurs et falsificateurs de l'histoire voudraient cacher ces documents car ils projettent une lumière crue sur la situation qui a régné dans les derniers mois d'avant-guerre. Or, sans apprécier d'une façon juste cette situation, il est impossible de comprendre la vraie préhistoire de la guerre. En entamant des pourparlers avec l'Union soviétique et en accordant des garanties à la Pologne, à la Roumanie et à certains autres États, l'Angleterre et la France, avec l'appui des milieux gouvernants des États-Unis, jouaient un double jeu en vue de conclure un accord avec l'Allemagne hitlérienne et d'orienter son agression vers l'Est, contre l'Union soviétique.

Les négociations entre l'Angleterre et la France, d'une part, et l'Union soviétique, de l'autre, ont commencé en mars 1939 et ont duré près de 4 mois.

Toute la marche de ces pourparlers a fait ressortir avec évidence que, tandis que l'Union soviétique voulait aboutir à un accord, sur un pied d'égalité avec les puissances occidentales, accord qui puisse empêcher l'Allemagne, ne fût-ce qu'au dernier moment, de déclencher la guerre en Europe, les gouvernements de l'Angleterre et de la France, forts de l'appui des États-Unis, se proposaient un tout autre but. Les milieux gouvernants anglo-français, habitués à faire tirer les marrons du feu par d'autres, avaient, une fois de plus, tenté d'imposer à l'Union soviétique des engagements en vertu desquels l'U.R.S.S. devait assumer tout le poids des sacrifices que coûterait la riposte à l'agression hitlérienne éventuelle, tandis que ni l'Angleterre ni la France ne prenaient la moindre obligation envers l'Union soviétique.

Si les gouvernants anglo-français avaient réussi cette manoeuvre, ils se seraient fort rapprochés de la réalisation de leur principal objectif, qui était de jeter le plus tôt possible, l'une contre l'autre, l'Allemagne et l'Union soviétique. Cependant, ce plan fut deviné par le gouvernement soviétique qui, à toutes les phases des négociations, opposa aux manoeuvres diplomatiques et aux subterfuges des puissances occidentales ses propositions franches et nettes, dont le seul but était de défendre la cause de la paix en Europe.

Point n'est besoin d'évoquer toutes les péripéties de ces pourparlers. Il convient seulement d'en rappeler certaines phases particulièrement importantes. Il suffit de se remémorer les conditions que le gouvernement soviétique formula au cours des négociations : signature entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. d'un pacte efficace d'assistance mutuelle contre l'agression ; garantie donnée par l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. aux États de l'Europe centrale et orientale, y compris tous les pays européens, sans exception, limitrophes de l'U.R.S.S. ; signature d'une convention militaire concrète entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. sur les formes et les proportions de l'assistance immédiate et efficace que ces puissances se prêteraient réciproquement, ainsi qu'aux États bénéficiaires de la garantie en cas d'agression[2].

À la troisième session du Soviet suprême de l'U.R.S.S., le 31 mai 1939, V. Molotov a fait remarquer que le principe élémentaire de la réciprocité et de l'égalité des obligations, éléments



nécessaires de tous accords conclus sur une base d'égalité, faisait défaut dans certaines propositions anglo-françaises formulées au cours de ces négociations.

« Se garantissant – a dit V. Molotov – contre une attaque directe de la part d'agresseurs par des pactes d'assistance mutuelle entre eux et avec la Pologne, et s'assurant le concours de l'U.R.S.S. en cas d'attaque de la part d'agresseurs contre la Pologne et la Roumanie, les Anglais et les Français laissaient pendante la question de savoir si l'U.R.S.S. pouvait à son tour compter sur une aide de leur part en cas d'attaque directe de la part d'agresseurs contre elle. De même, ils laissaient ouverte la question de savoir s'ils pouvaient participer à la garantie des petits États limitrophes de l'U.R.S.S. et couvrant sa frontière nord-ouest, au cas où ceux-ci seraient impuissants à défendre leur neutralité contre une attaque de la part d'agresseurs. La situation était donc inégale pour l'U.R.S.S.[3] »

Même lorsque les représentants anglo-français commencèrent à accepter, en paroles, le principe de l'assistance mutuelle entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. à titre de réciprocité en cas d'attaque directe de la part d'agresseurs, ils firent nombre de réserves qui rendaient cet accord fictif.

En outre, les propositions anglo-françaises prévoyaient l'assistance de l'U.R.S.S. pour les pays auxquels les Anglais et les Français avaient fait des promesses de garantie sans rien dire de leur assistance aux pays situés aux frontières nord-ouest de l'U.R.S.S., c'est-à-dire aux États baltes, au cas où ceux-ci seraient victimes d'une attaque de la part de l'agresseur.

Partant des considérations énoncées plus haut, V. Molotov déclarait que l'Union soviétique ne pouvait assumer d'engagements à l'égard de certains pays sans que des garanties analogues soient accordées aux pays situés aux frontières nord-ouest de l'Union soviétique.

Rappelons d'autre part que, lorsque l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, Seeds, s'informa le 18 mars 1939 auprès du Commissaire du Peuple aux Affaires Étrangères de l'attitude de l'Union soviétique en cas d'agression hitlérienne contre la Roumanie, agression sur les préparatifs de laquelle les Anglais étaient renseignés, et lorsqu'il fut demandé du côté soviétique quelle serait l'attitude de l'Angleterre dans cette éventualité, Seeds se déroba, en faisant remarquer qu'au point de vue géographique, la Roumanie est plus près de l'Union soviétique que de l'Angleterre.

Ainsi, dès le premier pas, apparut nettement le désir des milieux dirigeants anglais à lier l'Union soviétique par des engagements déterminés en restant eux-mêmes à l'écart. Ce procédé, plutôt simpliste, se répéta ensuite systématiquement à maintes reprises, au cours de toute la marche des pourparlers.

En réponse à la demande anglaise, le gouvernement soviétique proposa de convoquer une conférence des représentants des États les plus intéressés, et notamment de la Grande-Bretagne, de la France, de la Roumanie, de la Pologne, de la Turquie et de l'Union soviétique. De l'avis du gouvernement soviétique, cette conférence aurait offert le plus de possibilités de tirer au clair la situation réelle et de déterminer les positions de tous ses participants. Cependant, le Gouvernement britannique répondit qu'il estimait prématurée la proposition soviétique.

Au lieu de réunir une conférence qui aurait permis de s'entendre au sujet des mesures concrètes de lutte contre l'agression, le Gouvernement anglais proposa au gouvernement soviétique, le 21 mars 1939, de signer conjointement avec lui, ainsi qu'avec la France et la Pologne, une déclaration dans laquelle les gouvernements signataires s'engageraient « à se consulter sur les mesures à prendre en vue d'une résistance commune », au cas où « l'indépendance d'un État quelconque se trouverait menacée ».

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne, cherchant à démontrer l'admissibilité de sa proposition,

insistait particulièrement sur cette circonstance que la déclaration était rédigée en termes qui n'obligeaient que fort peu.

Il était de toute évidence que cette déclaration ne pouvait contribuer sérieusement à la lutte contre une menace imminente de la part de l'agresseur. Présument, cependant, que cette déclaration, malgré le peu d'espoir qu'elle offrait, pouvait marquer ne fut-ce qu'un certain pas en avant dans le refrènement de l'agresseur, le gouvernement soviétique consentit à adopter la proposition anglaise. Mais déjà, le 1er avril 1939, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Moscou communiquait que l'Angleterre considérait comme abandonnée la question d'une déclaration commune.

Après deux nouvelles semaines d'atermoiements, le Ministre des Affaires Étrangères anglais Halifax fit au gouvernement soviétique, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Moscou, une nouvelle proposition consistant en ce que le gouvernement soviétique ferait une déclaration, selon laquelle :

« En cas d'un acte d'agression contre un voisin européen quelconque de l'Union soviétique, lequel opposerait résistance, on pourrait compter sur l'assistance du gouvernement soviétique, si cette assistance était désirable. »

Le sens principal de cette proposition consistait en ce que, au cas d'un acte d'agression de l'Allemagne contre la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Finlande, l'Union soviétique était obligée de leur accorder son assistance sans aucune obligation de la part de l'Angleterre d'accorder la sienne, c'est-à-dire de s'engager seul à seul dans une guerre avec l'Allemagne. En ce qui concerne la Pologne et la Roumanie, auxquelles l'Angleterre avait donné sa garantie, l'Union soviétique devait dans ce cas également leur prêter assistance contre l'agresseur. Mais même dans ce cas, l'Angleterre ne voulait assumer aucune obligation, quelle qu'elle fût, en commun avec l'Union soviétique, en se réservant les mains et le champ libres pour toute manoeuvre, sans compter que conformément à cette proposition la Pologne et la Roumanie, ainsi que les États baltes, ne s'engageaient à rien à l'égard de l'U.R.S.S.

Le gouvernement soviétique ne voulait pas cependant laisser échapper une seule possibilité d'arriver à un accord avec les autres puissances sur la lutte commune contre l'agression hitlérienne. Il présenta sans le moindre retard au Gouvernement britannique une contre-proposition.

Cette proposition consistait en ceci : premièrement, l'Union soviétique, l'Angleterre et la France s'engageaient mutuellement à se prêter les uns aux autres toute assistance immédiate, y compris l'assistance militaire, au cas où l'un de ces états serait victime d'une agression ; deuxièmement, l'Union soviétique, l'Angleterre et la France s'engageaient à accorder toute assistance, y compris l'assistance militaire, aux États de l'Europe de l'Est, situés entre la mer Baltique et la mer Noire et limitrophes de l'Union soviétique en cas d'agression contre ces États ; enfin, troisièmement, l'Union soviétique, l'Angleterre et la France devaient s'engager à établir à bref délai les proportions et les formes de l'assistance militaire, devant être accordées à chacun de ces États dans les deux cas mentionnés plus haut.

Tels étaient les points les plus essentiels de la proposition soviétique. Il n'est pas difficile de voir la différence radicale qui existait entre les propositions soviétiques et britanniques pour autant que la proposition soviétique renfermait en elle-même des mesures réellement efficaces de résistance conjointe à l'agression.

Au cours de trois semaines aucune réponse ne fut donnée à cette proposition par le Gouvernement britannique. Ce silence provoqua même en Angleterre une inquiétude croissante, si bien que le Gouvernement anglais dut, en fin de compte, recourir à une nouvelle manoeuvre pour duper l'opinion publique.

Le 8 mai, la réponse anglaise parvint à Moscou ; il serait plus juste de dire les contre-propositions anglaises ; il était suggéré de nouveau au gouvernement soviétique de faire une déclaration unilatérale, par laquelle :

« Il s'engagerait, au cas où la Grande-Bretagne ou la France seraient entraînées dans les opérations militaires en exécution des engagements pris par elles [envers la Belgique, la Pologne, la Roumanie, la Grèce et la Turquie] de leur prêter immédiatement son concours si ce dernier s'avérait désirable, la nature de ce concours et les conditions auxquelles il serait prêté devant être l'objet d'un accord. »

De nouveau, dans cette proposition, il s'agissait d'obligations unilatérales de l'Union soviétique. Elle devait s'engager à prêter assistance à l'Angleterre et à la France, qui, de leur côté, ne prenaient absolument aucune obligation à l'égard de l'Union soviétique concernant les Républiques Baltes. De cette façon, l'Angleterre proposait de placer l'U.R.S.S. dans une situation d'inégalité inadmissible pour tout État indépendant, et indigne de lui.

Il est facile de comprendre que, de fait, la proposition anglaise s'adressait moins à Moscou, qu'à Berlin. Les Allemands étaient invités à attaquer l'Union soviétique et on leur donnait à entendre que l'Angleterre et la France resteraient neutres, pourvu seulement que l'agression allemande ait lieu à travers les pays Baltes.

Le 11 mai une nouvelle complication intervint dans les pourparlers entre l'Union soviétique, l'Angleterre et la France par suite de la déclaration de l'ambassadeur de Pologne à Moscou, Grzybowski, qui communiqua que :

« La Pologne n'estime pas possible de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S. »

Il va de soi que cette déclaration du représentant polonais n'avait pu être faite qu'à la connaissance et avec l'approbation des milieux dirigeants d'Angleterre et de France.

La conduite des représentants britanniques et français dans les pourparlers de Moscou portait un caractère si nettement provocateur, que même dans le camp dirigeant des puissances occidentales, il se trouva des personnes pour critiquer âprement un jeu aussi grossier. Ainsi, en été 1939, Lloyd George publia dans le journal français *Ce Soir* un article virulent, dans lequel il s'attaquait aux dirigeants de la politique anglaise. Parlant des raisons des attermolements interminables, dans lesquels s'étaient enlisés les pourparlers entre l'Angleterre et la France d'une part et l'Union soviétique d'autre part, Lloyd George écrivait qu'à cette question il ne pouvait y avoir qu'une seule réponse :

« Neville Chamberlain, Halifax et John Simon ne veulent aucun accord avec la Russie. »

Il va de soi que ce qui était clair pour Lloyd George, ne l'était pas moins pour les meneurs de l'Allemagne hitlérienne, qui se rendaient parfaitement compte que les puissances occidentales ne pensaient à aucun accord sérieux avec l'Union soviétique, mais poursuivaient un tout autre but. Ce but consistait à pousser Hitler à attaquer le plus tôt possible l'Union soviétique, en lui assurant, pour ainsi dire, une prime pour cette agression du fait que l'Union soviétique était placée dans les conditions les moins favorables en cas de guerre avec l'Allemagne.

En outre, les puissances occidentales faisaient traîner indéfiniment en longueur les pourparlers avec l'Union soviétique, en s'efforçant de noyer les questions essentielles dans la bourbe des mesquins amendements et des variantes innombrables. Chaque fois que la question tombait sur des engagements réels quelconques, les représentants de ces puissances faisaient mine de ne pas comprendre ce dont il s'agissait.

Vers la fin de mai, l'Angleterre et la France déposèrent de nouvelles propositions améliorant

quelque peu la variante précédente, mais qui, cependant, laissaient toujours pendante la question essentiellement importante pour l'Union soviétique de la garantie des trois Républiques baltes, situées sur sa frontière Nord-Ouest.

Ainsi tout en consentant à certaines concessions verbales, sous la pression de l'opinion publique de leurs pays, les gouvernants de l'Angleterre et de la France continuaient à suivre obstinément leur première ligne en entourant leurs propositions de réserves qui les rendaient notoirement inacceptables à l'Union soviétique.

La conduite des représentants anglo-français pendant les pourparlers à Moscou était devenue à ce point intolérable, que V. Molotov se vit obligé, le 27 mai 1939, de déclarer à l'ambassadeur d'Angleterre Seeds et au chargé d'Affaires de France Payart, que le projet d'accord présenté par eux au sujet de la résistance commune à l'agresseur en Europe ne prévoyait aucun plan d'organisation d'assistance mutuelle efficace et même ne témoignait pas d'un sérieux intérêt des gouvernements anglais et français pour un pacte correspondant avec l'Union soviétique. En même temps, il était directement déclaré que la proposition anglo-française portait à penser que les gouvernements d'Angleterre et de France tenaient moins au pacte lui-même qu'aux pourparlers autour du pacte. Peut-être ces conversations étaient-elles nécessaires à l'Angleterre et à la France pour certains buts. Mais ces buts étaient inconnus du gouvernement soviétique. Ce dernier était intéressé non pas aux pourparlers au sujet du pacte, mais à l'organisation d'une assistance mutuelle effective entre l'U.R.S.S., l'Angleterre et la France, contre l'agression en Europe. Les représentants anglo-français étaient prévenus que le gouvernement soviétique n'avait pas l'intention de participer aux pourparlers au sujet d'un pacte dont les buts étaient inconnus de l'U.R.S.S. et que les gouvernements anglais et français pouvaient mener ces pourparlers avec des partenaires faisant mieux l'affaire que l'U.R.S.S.

Les pourparlers de Moscou traînaient interminablement. Les causes de ce retard inadmissible furent révélées par le *Times* de Londres qui écrivait :

« Une alliance rapide et résolue avec la Russie peut empêcher d'autres pourparlers...[4] »

Par « autres pourparlers » le *Times* entendait sans doute les négociations de Robert Hudson, ministre du commerce d'outre-mer, avec le docteur Hellmut Wohltat, conseiller économique d'Hitler, au sujet des possibilités d'un prêt britannique fort considérable à l'Allemagne hitlérienne, ce dont il sera question plus loin.

En outre, comme l'on sait, le jour où l'armée hitlérienne fit son entrée à Prague, une délégation de la Fédération de l'industrie anglaise négociait à Düsseldorf, selon une information de presse, la conclusion d'un accord de vaste envergure avec la grande industrie allemande.

Ce qui attirait également l'attention, c'était le fait que des personnalités de deuxième rang avaient été chargées de mener les pourparlers au nom de la Grande-Bretagne, à Moscou, tandis que Chamberlain lui-même était allé d'Angleterre en Allemagne, et plus d'une fois, pour négocier avec Hitler.

Il importe également de noter que le délégué anglais Strang, pour les négociations avec l'U.R.S.S., n'était pas muni de pouvoirs pour signer quelque accord que ce soit avec l'Union soviétique.

L'U.R.S.S. demandant de passer à des pourparlers concrets au sujet des mesures de lutte contre un agresseur éventuel, les gouvernements d'Angleterre et de France durent consentir à envoyer leurs missions militaires à Moscou. Mais celles-ci mirent plus de temps que de raison à atteindre Moscou. Et lorsqu'elles y arrivèrent, il se trouva qu'elles étaient composées de personnalités secondaires, qui, de plus, n'étaient pas munies de pouvoirs pour signer quelque accord que ce soit. Dans ces conditions, les pourparlers militaires s'avèrent aussi infructueux que les négociations politiques.



Les missions militaires des puissances occidentales montrèrent d'emblée qu'elles ne désiraient pas débattre sérieusement les moyens d'assistance mutuelle en cas d'agression de l'Allemagne. La mission militaire soviétique partait du fait que, si la guerre éclatait, l'U.R.S.S. n'ayant pas de frontière commune avec l'Allemagne, pouvait aider l'Angleterre, la France, la Pologne seulement à la condition qu'on laissait les troupes soviétiques traverser le territoire polonais. Mais le Gouvernement de la Pologne déclara qu'il n'acceptait pas l'aide militaire de l'U.R.S.S., montrant ainsi qu'il craignait le renforcement de l'Union soviétique plus que l'agression hitlérienne. Les missions anglaise et française appuyèrent cette attitude de la Pologne.

Dans le cours des pourparlers militaires, on posa également la question de l'effectif des forces armées que les participants de l'accord devaient faire entrer en ligne immédiatement, en cas d'agression. Alors les Anglais mentionnèrent un chiffre dérisoire, déclarant pouvoir mettre en ligne 5 divisions d'infanterie et une division motorisée. Les Anglais proposaient cela au moment où l'Union soviétique se déclarait prête à envoyer au front, contre l'agresseur, 136 divisions, 5 mille canons, moyens et lourds, environ 10.000 tanks et tanquettes, plus de 5 mille avions de combat, etc. Cela montre combien peu sérieuse fut l'attitude du Gouvernement anglais à l'égard des pourparlers sur la conclusion d'un accord militaire avec l'U.R.S.S.

Les données mentionnées ci-dessus suffisent à confirmer la conclusion que se présente tout naturellement à l'esprit. Voici cette conclusion :

1. Le gouvernement soviétique, dans tout le cours des pourparlers, s'est efforcé, avec une patience extraordinaire, d'assurer une entente avec l'Angleterre et la France au sujet de l'assistance mutuelle contre l'agresseur sur la base de l'égalité et à la condition que cette assistance fût réellement efficace, c'est-à-dire que la conclusion du traité politique s'accompagnât de la signature d'une convention militaire établissant les proportions, les formes et les délais de l'assistance. Car toute la marche antérieure des événements avait montré d'une façon suffisamment nette que seul un accord pareil pourrait être efficace et capable de mettre à la raison l'agresseur hitlérien, gâté par de longues années d'impunité totale et de laisser-faire de la part des puissances occidentales.
2. La conduite de l'Angleterre et de la France au cours des pourparlers avec l'Union soviétique confirma pleinement qu'elles ne songeaient même pas à un accord sérieux avec celle-ci. Car la politique anglaise et française s'inspirait de buts autres, n'ayant rien à voir avec les intérêts de la paix et de la lutte contre l'agression.
3. Le dessein perfide de la politique anglo-française était de donner à entendre à Hitler que l'U.R.S.S. n'avait pas d'alliés, que l'U.R.S.S. était isolée, qu'Hitler pouvait attaquer l'U.R.S.S. sans risquer de se heurter à une résistance de la part de l'Angleterre et de la France.

Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner que les pourparlers anglo-franco-soviétiques aient fait fiasco. Cet échec n'était certes pas fortuit. Il devenait de plus en plus évident que les représentants des puissances occidentales, dans leur double jeu, s'étaient proposés d'avance de faire échouer ces pourparlers. Le fait est que parallèlement aux négociations avec l'U.R.S.S. publiquement conduites, les Anglais menaient dans les coulisses des pourparlers avec l'Allemagne, auxquels ils attachaient une importance infiniment plus grande.

Si, par leurs pourparlers de Moscou, les milieux dirigeants des puissances occidentales cherchaient avant tout à assoupir la vigilance de l'opinion publique de leurs pays, à tromper les peuples qu'on entraînait dans la guerre, les négociations avec les hitlériens étaient d'une autre nature.

Le programme des pourparlers anglo-allemands était formulé en termes suffisamment clairs par Halifax, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, qui adressait à l'Allemagne hitlérienne des appels non équivoques au moment même où ses fonctionnaires poursuivaient leurs négociations à Moscou.

Prenant la parole au cours d'un banquet à l'Institut Royal des relations internationales, le 29 juin 1939, Halifax se déclarait prêt à s'entendre avec l'Allemagne sur toutes les questions « qui angoissent le monde ». Il disait notamment :

« Dans une pareille atmosphère nouvelle nous pourrions examiner le problème colonial, le problème des matières premières, celui des barrières s'opposant au commerce, de l'"espace vital", de la limitation des armements, et tous autres problèmes qui intéressent les Européens.[5] »

Si l'on se souvient de la manière dont le journal conservateur *Daily Mail*, lié à Halifax, traitait dès 1933 le problème de l'« espace vital », en proposant aux hitlériens de s'en tailler un en U.R.S.S., on n'aura plus aucun doute sur la portée réelle de la déclaration de Halifax. C'était là une franche proposition faite à l'Allemagne hitlérienne de s'entendre sur le partage du monde et des sphères d'influence, de résoudre tous les problèmes sans l'Union soviétique et surtout à ses dépens.

Dès le mois de juin 1939, les représentants de l'Angleterre engageaient dans le plus grand secret des pourparlers avec l'Allemagne, par l'entremise de Wohltat venu à Londres en qualité de délégué d'Hitler pour le plan quadriennal. Hudson, ministre anglais du Commerce d'outre-mer, et G. Wilson, conseiller intime de Chamberlain, s'entretenaient avec lui. Le sujet des pourparlers de juin est encore entouré du mystère des archives diplomatiques. Mais en juillet Wohltat revenait à Londres et les pourparlers étaient repris. Le sujet de ce deuxième tour des négociations est maintenant connu grâce aux documents saisis en Allemagne qui sont entre les mains du gouvernement soviétique et qui seront prochainement publiés.

Hudson et G. Wilson ont proposé à Wohltat puis à Dircksen, ambassadeur d'Allemagne à Londres, d'entamer des pourparlers secrets pour la conclusion d'un accord de grande envergure qui comprendrait un accord sur le partage des sphères d'influence à l'échelle mondiale et pour mettre fin à la « concurrence mortelle sur des marchés communs ». Il était prévu que l'Allemagne obtiendrait dans le sud-est de l'Europe une influence prépondérante. Dans son rapport au Ministère allemand des Affaires Étrangères, daté du 21 juillet 1939, Dircksen faisait remarquer que le programme discuté par Wohltat et Wilson embrassait des questions politiques, militaires et économiques. Parmi les questions politiques une place particulière était réservée parallèlement au Pacte de non-agression, à un Pacte de non-intervention, qui devait comprendre « la délimitation des espaces vitaux entre les grandes puissances, surtout entre l'Angleterre et l'Allemagne[6] ».

Lors de l'examen des problèmes relatifs à la conclusion de ces deux pactes, les représentants anglais avaient promis qu'en cas de signature des dits pactes l'Angleterre renoncerait aux garanties qu'elle venait d'accorder à la Pologne.

Dans le cas d'un accord anglo-germanique, les Anglais étaient prêts à laisser les Allemands régler seuls à seuls avec la Pologne le problème de Dantzig et celui du corridor polonais, s'engageant à ne pas intervenir dans ce règlement.

De plus, Wilson confirma, ainsi que le prouvent, documents à l'appui, les rapports de Dircksen qui seront bientôt publiés, qu'en cas de signature, par l'Angleterre et l'Allemagne, des pactes susmentionnés, la politique anglaise des garanties serait abandonnée en fait.

« Dans ce cas la Pologne — écrit Dircksen dans son rapport — restera pour ainsi dire face à face avec l'Allemagne. »

Tout cela signifiait que les gouvernants de l'Angleterre étaient prêts à livrer la Pologne en pâture à Hitler alors que l'encre avec laquelle venaient d'être signés les garanties anglaises à la Pologne n'avait pas encore séché.

En même temps, en cas de conclusion d'un accord anglo-allemand, le but que se proposaient l'Angleterre et la France lorsqu'elles entamèrent les pourparlers avec l'Union soviétique aurait été atteint et il aurait été plus facile de précipiter le conflit entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Enfin, on envisageait de compléter l'accord politique entre l'Angleterre et l'Allemagne par un accord économique comprenant une transaction secrète sur les questions coloniales, sur la répartition des matières premières, le partage des marchés, etc., et aussi sur un prêt anglais important à l'Allemagne.

Ainsi donc, les gouvernants de l'Angleterre entrevoyaient le tableau attrayant d'un accord solide avec l'Allemagne et ce qu'on appelle la « canalisation » de l'agression allemande vers l'Est, contre la Pologne, à laquelle ils venaient de donner des « garanties » et contre l'Union soviétique.

Quoi d'étonnant que les calomniateurs et les falsificateurs de l'histoire passent soigneusement sous silence, s'efforçant de dissimuler ces faits d'importance capitale pour bien comprendre la situation dans laquelle la guerre devenait ainsi inévitable.

Aucun doute ne pouvait subsister, à ce moment-là, que l'Angleterre et la France, loin d'avoir l'intention d'entreprendre quoi que ce soit de sérieux pour empêcher l'Allemagne hitlérienne de déclencher la guerre, ont au contraire fait tout ce qui était en leur pouvoir pour inciter l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique au moyen de tractations et de marchés secrets, en se livrant à toutes les provocations possibles.

Les falsificateurs quels qu'ils soient ne réussiront pas à effacer de l'histoire ni de la conscience des peuples le fait décisif que, dans ces conditions, l'Union soviétique était placée devant cette alternative :

- ou bien accepter, dans un but d'autodéfense, la proposition faite par l'Allemagne de signer un Pacte de non-agression et d'assurer, par là même, à l'Union soviétique la prolongation de la paix pour un certain laps de temps, que l'État soviétique utiliserait pour mieux préparer ses forces en vue de la riposte à l'attaque éventuelle de l'agresseur ;

- ou bien décliner la proposition de l'Allemagne sur le Pacte de non-agression et permettre de ce fait aux provocateurs de guerre du camp des puissances occidentales d'entraîner immédiatement l'Union soviétique dans un conflit armé avec l'Allemagne, cela dans une situation tout à fait défavorable à l'Union soviétique dans les conditions de son isolement complet.

Dans ces conditions, le gouvernement soviétique s'est vu obligé de faire son choix et de signer un Pacte de non-agression avec l'Allemagne.

Ce choix a été un acte sagace et clairvoyant de la politique extérieure soviétique dans la situation qui existait alors. Cet acte du gouvernement soviétique a déterminé, dans une très grande mesure, l'issue favorable, pour l'Union soviétique et pour tous les peuples épris de liberté, de la Deuxième Guerre mondiale.

Ce serait une grossière calomnie que d'affirmer que la conclusion d'un pacte avec les hitlériens eût fait partie du plan de la politique extérieure de l'U.R.S.S. Au contraire, l'U.R.S.S. s'est toujours efforcée d'arriver à un accord avec les états occidentaux non-agressifs contre les agresseurs germano-italiens, dans le but d'assurer la sécurité collective sur les bases de l'égalité. Mais l'accord est un acte fondé sur la réciprocité. Alors que l'U.R.S.S. s'efforçait d'arriver à un accord sur la lutte contre l'agression, l'Angleterre et la France le repoussaient systématiquement et préféraient mener la politique visant à l'isolement de l'U.R.S.S., la politique de concessions aux agresseurs, la politique de l'orientation de l'agression vers l'Est, contre l'U.R.S.S. Les États-Unis d'Amérique, loin de s'opposer à cette politique funeste, la soutenaient au contraire par tous les moyens. En ce qui concerne les milliardaires américains, ils continuaient d'investir leurs capitaux dans l'industrie

lourde allemande, aidait les Allemands à développer leur industrie de guerre et armaient ainsi l'agression allemande, comme s'ils voulaient dire :

« Guerroyez, Messieurs les Européens, à votre aise, guerroyez avec l'aide de Dieu, tandis que nous, modestes milliardaires américains, nous nous enrichissons à votre guerre, en accaparant des centaines de millions de dollars de surprofits ! »

On comprend que, vu l'état de choses en Europe, il ne restait à l'Union soviétique qu'une issue : accepter la proposition des Allemands au sujet de la conclusion d'un pacte. C'était, malgré tout, la meilleure de toutes les issues possibles.

De même qu'en 1918, par suite de la politique hostile des puissances occidentales, l'Union soviétique s'était trouvée forcée de conclure la paix de Brest avec les Allemands, de même, en 1939, 20 ans après la paix de Brest, l'Union soviétique se voyait contrainte de conclure un pacte avec les Allemands par suite de la même politique hostile de l'Angleterre et de la France.

Les conversations de calomniateurs de toute espèce prétendant que l'U.R.S.S. ne devait pourtant pas aller jusqu'à un pacte avec les Allemands, ne sauraient être considérées autrement que comme risibles. Si la Pologne. Ayant pour alliés l'Angleterre et la France, avait pu aller jusqu'à un Pacte de non-agression avec les Allemands en 1934, pourquoi l'U.R.S.S., qui se trouvait dans des conditions moins favorables, ne pouvait-elle pas se permettre ce même pacte en 1939 ? Pourquoi l'Angleterre et la France, qui représentaient la force dominante en Europe, avaient-elles pu faire en 1938, en commun avec les Allemands, une déclaration de non-agression alors que l'Union soviétique, isolée grâce à la politique hostile de l'Angleterre et de la France, ne pouvait aller jusqu'à un pacte avec les Allemands ?

N'est-ce pas un fait que, de toutes les grandes puissances non-agressives de l'Europe, l'Union soviétique a été la dernière à se décider à un pacte avec les Allemands ?

Naturellement, les falsificateurs de l'histoire et autres réactionnaires ne sont pas contents de ce que l'Union soviétique ait réussi à utiliser habilement le Pacte soviéto-allemand aux fins d'affermir sa défense ; qu'elle ait réussi à déplacer ses frontières loin vers l'Ouest et à barrer la route à l'avance non contrariée de l'agression allemande vers l'Est ; que les troupes hitlériennes aient été obligées de commencer leur offensive vers l'Est, non pas de la ligne Narva-Minsk-Kiev, mais d'une ligne passant à des centaines de kilomètres plus à l'Ouest ; que l'U.R.S.S. n'ait pas été vidée de son sang par la guerre nationale, mais qu'elle fût sortie victorieuse de la guerre. Toutefois ce mécontentement rentre déjà dans le domaine de la fureur impuissante de politiciens faillis.

Le mécontentement furibond de ces messieurs ne peut être considéré que comme la démonstration de ce fait incontestable, que la politique de l'Union soviétique a été et reste juste.

## Notes

1. Rapport de Dirksen « Sur le développement des relations politiques entre l'Allemagne et l'Angleterre pendant ma mission à Londres », rédigé en septembre 1939.
2. Voir rapport de V. Molotov à la IIIe session du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. en date du 31 mai 1939, p. 8.
3. *Ibidem.*
4. Sayers and Kahn, *The Great Conspiracy. The Secret War Against Soviet Russia*, p. 329.
5. « Discours de lord Halifax sur la politique internationale », Oxford. Londres, 1940, p. 296.



6. Rapport de Dirksen, ambassadeur d'Allemagne en Angleterre, en date du 21 juillet 1939, Archives du Ministère allemand des Affaires Étrangères.



---

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**